

N° 11085*20

Formulaire à déposer en
double exemplaire
IMPÔT SUR LE REVENU
 Bénéfices industriels et commerciaux

(Cocher la ou les cases correspondantes)

| | | | | | |
|--------------------|--|-------------------------------------------------|--------------------------|------------------|--------------------------|
| Exercice ouvert le | | Régime "simplifié d'imposition" | <input type="checkbox"/> | ou "réel normal" | <input type="checkbox"/> |
| et clos le | | Option pour la comptabilité super-simplifiée | <input type="checkbox"/> | TVA | <input type="checkbox"/> |
| | | Option pour le régime de la taxation au tonnage | <input type="checkbox"/> | | |

A IDENTIFICATION

| | |
|----------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Dénomination de l'entreprise : | Adresse du déclarant (quand celle-ci est différente de l'adresse du destinataire) et/ou adresse du domicile de l'exploitant si elle est différente de l'adresse de la direction de l'entreprise : |
| Adresse de l'entreprise : | |
| Mél : | |
| Téléphone : | |
| SIREN | Mél : |
| Préciser l'ancienne adresse en cas de changement : | |

B DIVERS

Activités exercées (souligner l'activité principale) :

Personne inscrite au répertoire des métiers (cocher la case) **C RÉCAPITULATION DES ÉLÉMENTS D'IMPOSITION** (cf. notice, page 3)

| | Col. 1 | Col. 2 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|--------|
| 1 Résultat fiscal Bénéfice col. 1, Déficit col.2 (report XN ou XO du 2058-A-SD ou 370 ou 372 du 2033-B-SD) | | |
| 2. Revenus de valeurs et capitaux mobiliers (compris dans les résultats ci-dessus) | | |
| - Revenus exonérés de l'impôt sur le revenu..... | a | |
| à déduire : quote-part des frais et charges correspondants ❶ | b | |
| revenus nets exonérés (a - b)..... | c | |
| - Revenus soumis à l'impôt sur le revenu..... | d | |
| | Total c + d..... | |
| 3. Total | | |
| 4. Bénéfice imposable (col. 1 - col. 2) ou Déficit déductible (col. 2 - col. 1) ❷ | | |

4. bis Revenus compris dans le bénéfice imposable mais exclus de l'assiette de l'acompte du prélèvement à la source (art. 204 G du CGI)- Subventions d'équipement, indemnités d'assurance compensant la perte d'un élément de l'actif immobilisé et plus-values à court terme définies à l'article 39 *duodecies* du CGIe - Moins-values à court terme définies à l'article 39 *duodecies* du CGIf **5. Plus-values**taxées selon les règles prévues ❸ à court terme et à long terme ❹ à long terme imposables ❺
par les particuliers exonérées à 12,8 %à long terme différée de 2 ans ❻ dont plus-values à long terme exonérées (art. 151 *septies* A du CGI) ❼
(art. 39 *quindécies* I-1 du CGI)**6. Exonérations et Abattements**Entreprise nouvelle art. 44 *sexies* ZRR art. 44 *quindécies* Zone franche d'activités Autres dispositifs ❽ ZFU art. 44 *octies* et 44 *octies* A Zone de restructuration de la défense art. 44 *terdecies* Jeune entreprise innovante (JEI) art. 44 *sexies* A Exonération ou abattement pratique ❾ ➡ sur les plus-values à long terme imposables à 12,8 % sur le bénéfice Option pour le crédit d'impôt outre-mer : dans le secteur productif (art. 244 *quater* W) dans le secteur du logement social (art. 244 *quater* X) **7. BIC non professionnels** (2031 *Bis*-SD) ❿ a - BÉNÉFICE b - DÉFICIT c - PLUS-VALUE **8. Régime des sociétés de personnes** ⓫

Cadre réservé aux sociétés de personnes dont les associés sont des personnes morales soumises à l'impôt sur le revenu et d'autres à l'impôt sur les sociétés.

Résultat fiscal issu du mode de calcul de l'impôt sur les sociétés

ATTENTION : toutes les entreprises soumises à un régime réel d'imposition en matière de résultats ont l'obligation de souscrire leur déclaration de résultats et ses annexes par voie dématérialisée. Le non respect de cette obligation est sanctionné par l'application de la majoration prévue par l'article 1738 du code général des impôts (CGI). Vous trouverez toutes les informations utiles pour télédéclarer sur le site www.impots.gouv.fr

La notice n° 2033-NOT-SD est également accessible sur le site www.impots.gouv.fr.

OGA/OMGA Viseur conventionné (Cocher la case correspondante)

Nom, adresse, téléphone, mél du :

- Professionnel de l'expertise comptable:

- Conseil:

- CGA:

N° d'agrément du CGA Identité du déclarant:Lieu: Date: Qualité et nom du déclarant: Signature:

Les dispositions des articles 39 et 40 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, garantissent les droits des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

ANNEXE AU FORMULAIRE N° 2031-SD

D RÉPARTITION DES BÉNÉFICES ET DES DÉFICITS DES SOCIÉTÉS (voir notice)

Ce cadre ne concerne que les sociétés en nom collectif et assimilées, les sociétés en commandite simple, les sociétés en participation et les sociétés créées de fait qui n'ont pas opté pour le régime fiscal des sociétés de capitaux, les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés en commandite simple de caractère familial ayant opté pour le régime fiscal des sociétés de personnes, ainsi que les groupements d'intérêt économique et les sociétés de copropriétaires de navires (art. 48-1 et 48-2 ann. III au CGI).

(Si le cadre est insuffisant, joindre au présent formulaire un état du même modèle).

| 1 | 2 | 3 | 4 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|
| Identification, adresse, qualité (associé, associé-gérant, etc.), des associés, personnes physiques ou morales ❶ | BIC « B » ou BIC non professionnels « M » ❷ | Quote-part du bénéfice ou du déficit ❸ à prendre en considération pour le calcul de la base d'imposition à l'impôt sur le revenu ou, éventuellement, à l'impôt sur les sociétés | Quote-part des plus-values imposables au taux réduit |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

Sociétés en commandite simple ❹ montant des bénéfices distribués aux commanditaires au cours de l'année _____

E RELEVÉ DE CERTAINS FRAIS GÉNÉRAUX

Cette rubrique ne concerne que les entreprises individuelles ❶, elle doit être remplie lorsque ces frais excèdent, par exercice : 3 000 € pour les cadeaux ou 6 100 € pour les frais de réception.

| ❶ Les autres entreprises doivent utiliser, le cas échéant, le relevé de frais généraux n° 2067-SD | Exercice |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Montant des : - Cadeaux de toute nature, à l'exception des objets conçus spécialement pour la publicité, et dont la valeur unitaire ne dépasse pas 65 € par bénéficiaire (toutes taxes comprises). | |
| - Frais de réception, y compris les frais de restaurant et de spectacles, qui se rattachent à la gestion de l'entreprise et dont la charge lui incombe normalement. | |

F DIVERS

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE DU FONDS (en cas de gérance libre)

ADRESSES DES AUTRES ÉTABLISSEMENTS (si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

G CADRE NE CONCERNANT QUE LES ENTREPRISES PLACÉES SOUS LE RÉGIME SIMPLIFIÉ D'IMPOSITION

| | | |
|---------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| RÉMUNÉRATIONS | Montant brut des salaires, abstraction faite des sommes comprises dans les D.A.D.S. et versées aux apprentis sous contrat et aux handicapés, figurant sur les DSN de 2017, montant total des bases brutes fiscales inscrites dans la colonne 18 A. | |
| | Ils doivent être, le cas échéant, majorés des indemnités exonérées de la taxe sur les salaires, telles notamment les sommes portées dans la colonne 20 C au titre de la contribution de l'employeur à l'acquisition des chèques-vacances par les salariés. | |
| | Rétrocessions d'honoraires, de commissions et de courtages..... | |
| | Montant des prélèvements financiers effectués à titre personnel au cours de l'exercice (*) | |
| | Montant des apports en capital ou des versements en compte courant faits au cours de l'exercice (*)..... | |

PLUS-VALUES ACQUISES EN FRANCHISE D'IMPÔT

Cette rubrique concerne les entreprises qui optent pour le régime simplifié d'imposition et qui entendent se placer sous le régime d'exonération des plus-values. En exerçant pour la première fois l'option pour le régime simplifié, elles peuvent déterminer, en franchise d'impôt, les plus-values acquises à la date de prise d'effet de cette option pour les éléments non amortissables de leur actif immobilisé. Dans cette hypothèse, il conviendra de joindre au formulaire n° 2031-SD une note rédigée sur papier libre portant indication détaillée de la nature et de la valeur des éléments non amortissables réévalués et de la méthode de réévaluation.

| Nature des immobilisations non amortissables | Valeur réévaluée | Prix d'acquisition | Plus-value ❹ |
|----------------------------------------------|------------------|--------------------|--------------|
| | | | |

❹ Il convient de reporter chaque année le montant de la plus-value acquise en franchise d'impôt.

H BIC NON PROFESSIONNELS

Détermination du résultat de l'exercice

| | Bénéfice | Déficit | Plus-value |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Locations meublées non professionnelles ou membres non professionnels de copropriétés de cheval de course ou d'étalon | | | |
| Autres BIC non professionnels | | | |
| Résultat avant imputation des déficits antérieurs | à reporter case 7a | à reporter case 7b | à reporter case 7c |

NOTICE DU FORMULAIRE N° 2031-SD

NOUVEAUTÉS

Relèvement des seuils des régimes micro-entreprises

La loi de finances pour 2018 prévoit le doublement des seuils des régimes des micro-entreprises dès l'imposition des revenus 2017 soit 170 000 € au lieu de 82 800 € pour les entreprises de ventes et 70 000 € au lieu de 33 200 € pour les autres entreprises.

- pour les entreprises déjà soumises au régime réel d'imposition et qui souhaitent y rester avec l'application des nouveaux seuils, une option doit être exercée avant la date limite de dépôt de la déclaration prévue à l'article 53 A du CGI pour les impositions dues au titre de l'année 2017 ;

- pour les entreprises qui étaient soumises au régime réel d'imposition et qui, désormais, relèvent de droit du régime micro avec l'application des nouveaux seuils, il est préconisé d'en informer le service gestionnaire si elles souhaitent bénéficier de ce régime.

Abaissement du taux d'imposition des plus-values à long terme des entreprises imposées à l'impôt sur le revenu

La loi de finances 2018 prévoit la baisse du taux d'imposition des plus-values à long terme des entreprises imposées à l'impôt sur le revenu de 16 % à 12,8 % à compter de l'imposition des revenus de l'année 2017.

OBSERVATIONS

Le formulaire n° 2031-SD (et l'annexe n° 2031 bis-SD) est servi par toutes les entreprises passibles de l'impôt sur le revenu dans la catégorie BIC, quel que soit le régime d'imposition (réel normal ou réel simplifié). Une liasse (tableaux 2050-SD à 2059-G-SD pour le réel normal ou tableau 2033-A-SD à G-SD pour le réel simplifié) sera jointe à ce formulaire ; le recours à l'un ou à l'autre de ces régimes est matérialisé par une mention portée en tête du formulaire.

L'option pour la comptabilité super simplifiée est matérialisée sur le formulaire; elle dispense les entreprises de fournir l'annexe n° 2033-A-SD (bilan).

La case TVA doit être cochée par les entreprises qui renoncent au bénéfice de la franchise en base.

Sur demande de l'entreprise, un accusé de réception peut lui être adressé.

Ce formulaire, obligatoirement signé et établi en un seul exemplaire, est à adresser avec les documents dont la liste est donnée ci-dessus et dans les notices n° 2032-NOT-SD ou 2033-NOT-SD et ci-après, au service des impôts des entreprises (SIE) du lieu où l'entreprise a soit le siège social de sa direction, soit son principal établissement, au plus tard le deuxième jour ouvré suivant le 1^{er} mai. Toutefois, le formulaire est à adresser à la direction des grandes entreprises (DGE), si l'entreprise relève de ce service (cf. BOI-IS-DECLA-10-10). Dans ce cas, elle est souscrite par voie électronique (art.1649 *quater* B *quater* du CGI).

Le formulaire doit être souscrit par celui des époux qui exerce personnellement l'activité (art. 172-3 du CGI)

Si le formulaire est rempli au nom de la succession d'un contribuable décédé, veuillez indiquer au-dessous de votre signature (page 1) vos nom, prénoms et adresse.

RAPPELS

Il convient d'indiquer dans les cases situées sous le bénéfice imposable (formulaire n° 2031-SD, cases e et f), le montant des revenus positifs et négatifs compris dans ce bénéfice mais exclus de l'assiette de l'acompte du prélèvement à la source (article 204 G du CGI) à savoir :

- les subventions d'équipement, les indemnités d'assurance compensant la perte d'un élément de l'actif immobilisé, et les plus-values à court terme définies à l'article 39 *duodecies* du CGI (case e), à reporter sur la déclaration n° 2042 C Pro, lignes 5DK à 5EL (BIC professionnels) ou lignes 5UT à 5VU (BIC non professionnels);

- et les moins-values à court terme définies à l'article 39 *duodecies* du CGI (case f) à reporter sur la déclaration n° 2042 C Pro, lignes 5DM à 5EN (BIC professionnels) ou lignes 5UY à 5VZ (BIC non professionnels).

RÉCAPITULATION DES ÉLÉMENTS D'IMPOSITION (Détails de la page 1 du formulaire n° 2031-SD)

① A titre de règle pratique, si l'entreprise n'est pas en mesure d'établir le montant des frais réels, cette quote-part peut être estimée à 10 % du montant net des revenus du portefeuille ou à 30 % du même montant en ce qui concerne les sociétés de personnes dont les investissements en titres, en participation ou en créances ont, à la clôture de l'exercice, une valeur supérieure à la moitié du capital social.

② Profits de construction réalisés à titre habituel par les particuliers et par les sociétés de personnes :

Les déficits qui se rapportent à des opérations placées dans le champ d'application du prélèvement libératoire ne sont imputables que sur les profits de même nature réalisés au cours des cinq années qui suivent celle au cours de laquelle le déficit a été subi. Bien entendu, cette imputation est limitée au montant des déficits qui n'ont pas pu être reportés sur des profits soumis au prélèvement libératoire pendant la période d'application de ce prélèvement. Les contribuables qui souhaitent bénéficier de cette solution doivent préciser, dans une note jointe au présent formulaire, les éléments retenus pour la détermination de ce résultat, notamment l'imputation des déficits antérieurs relevant du régime des profits de construction soumis au prélèvement libératoire sur des profits de construction réalisés à titre habituel après le 31 décembre 1986.

Le bénéfice de la non majoration de 1,25 des revenus est accordé aux titulaires de bénéfices industriels et commerciaux adhérents à un centre de gestion agréé ou à un organisme mixte de gestion agréé (art. 158-7 du CGI).

À compter de l'imposition des revenus de l'année 2010, ce dispositif est également applicable aux contribuables qui font appel aux services d'un « viseur conventionné » c'est-à-dire à un expert-comptable, une société d'expertise comptable, une association de gestion et de comptabilité ou une succursale d'expertise comptable, autorisés et conventionnés à cet effet par l'administration fiscale (art. 1649 *quater* L et 1649 *quater* M du CGI).

Le revenu est porté directement sur la déclaration complémentaire de revenus n° 2042 C PRO, régime du bénéfice réel, colonnes « OGA/OMGA ou viseur ».

③ Le total indiqué dans ces cases, sous réserve des plus-values exonérées en application des articles 151 *septies* à 151 *septies* B et 238 *quindécies* du CGI, correspond en principe au montant de la ligne WV du formulaire n° 2058-A-SD. Toutefois, en cas de décalage entre l'exercice de réalisation des plus-values et l'exercice au titre duquel elles doivent être imposées (plus-values réalisées à la suite de la perception d'indemnités d'assurances ou d'expropriation d'immeubles), les plus-values ne sont indiquées que sur la déclaration afférente à l'exercice au titre duquel elles doivent être effectivement imposées. Il est précisé que les plus-values de cession réalisées par les loueurs en meublés non professionnels sont taxées selon les conditions prévues pour les particuliers.

④ Le montant indiqué correspond au montant des plus-values à court terme et à long terme exonérées en application des articles 151 *septies*, 151 *septies* A, 151 *septies* B ou 238 *quindécies* et/ou à l'article 238 *octies* A du CGI, selon le cas.

⑤ Le montant indiqué correspond au montant des plus-values à long terme exonérées d'impôt sur le revenu en application du dispositif spécifique de l'article 151 *septies* A du CGI et qui sont soumises aux prélèvements sociaux. Ces plus-values doivent être reportées sur la déclaration n° 2042 C PRO, cases 5HG et 5IG.

⑥ Le montant des bénéfices et plus-values à court terme non imposables qui correspondent aux abattements et exonérations prévus en faveur des entreprises nouvelles (art. 44 *sexies* du CGI), des entreprises innovantes (art. 44 *sexies* A), des entreprises implantées en zones franches urbaines-territoires entrepreneurs (art. 44 *octies* et *octies* A), dans une zone de restructuration de la défense (art. 44 *terdecies*), dans une zone franche d'activités dans les DOM (art. 44 *quaterdecies*), dans une zone de revitalisation rurale (art. 44 *quindécies*) doit être reporté sur la déclaration 2042 C PRO, cases 5KB à 5MH.

⑦ Il s'agit notamment de l'exonération d'impôt sur le revenu à raison des bénéfices provenant des activités implantées dans un bassin d'emploi à redynamiser (art. 44 *duodecies* du CGI)

⑧ Les montants figurant dans ces cases seront reportés sur la déclaration n° 2042 C PRO (voir notice 2041 GM).

⑨ Les sociétés de personnes dont les associés sont des personnes morales soumises à l'impôt sur le revenu et d'autres à l'impôt sur les sociétés doivent déposer un formulaire unique (formulaire n° 2031-SD) complété du résultat fiscal issu du mode de calcul de l'impôt sur les sociétés dans la case ad hoc, et deux liasses fiscales distinctes selon les différentes méthodes de détermination du résultat :

- tableaux n° 2050-SD à 2059-G-SD pour le régime réel normal

- tableaux n° 2033-A-SD à 2033-G-SD pour le régime réel simplifié

RÉPARTITION DES BÉNÉFICES ET DES DÉFICITS DES SOCIÉTÉS (Détails de la page 2 du formulaire n° 2031-SD)

① Veuillez indiquer ici les noms, prénoms et qualité de tous les associés, gérants ou non, avec indication de leur profession, pour les sociétés en participation, de tous les associés pour les sociétés créées de fait, les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite simple ou à responsabilité limitée de caractère familial ayant opté pour le régime fiscal des sociétés de personnes, de tous les membres pour les groupements d'intérêt économique et les sociétés de copropriétaires de navires.

② Veuillez indiquer par un « M » en colonne 2, s'il s'agit de résultats provenant de BIC non professionnels. À défaut, inscrire un « B » dans cette colonne. Pour apprécier le caractère professionnel ou non professionnel de l'activité BIC, il conviendra soit de se reporter au cadre E du présent formulaire, soit de consulter l'instruction du 14 août 1996 (BOI-BIC-DEF-10).

⑤ Mentionner la part respective de chacun des associés dans le bénéfice net ou le déficit mentionné au cadre C4 et/ou C8 du formulaire n° 2031-SD compte tenu de leurs droits, non seulement sur les résultats ressortant des écritures sociales, mais aussi sur les intérêts et appointements qui ont été portés en déduction pour la détermination de ces résultats et réintégrés pour l'évaluation du bénéfice ou du déficit fiscal.

④ Les sociétés en commandite simple doivent, en outre, remplir le cadre G du formulaire n° 2065-bis-SD.

NB: la part revenant à chaque associé dans le montant des revenus de valeurs et capitaux mobiliers avant déduction de la quote-part des frais et charges correspondante doit figurer sur le formulaire individuel visé à l'article 49 H de l'annexe III au CGI.

BIC NON PROFESSIONNELS

Le cadre H concerne:

1- les résultats de loueurs en meublés non professionnels (personnes non inscrites en qualité de loueur en meublé au RCS ou qui réalisent des recettes annuelles inférieures à 23 000 € ou qui retirent de cette activité moins de 50 % de leurs revenus ; seuls sont concernés les loueurs en meublés non professionnels qui ont renoncé au bénéfice du régime micro-entreprise) et des membres non professionnels de copropriété de cheval de course ou d'étalon, quelle que soit la date à laquelle les activités ont été créées ;

2- pour leur montant total, les résultats des autres activités industrielles ou commerciales exercées à titre non professionnel et créées, étendues ou adjointes à compter du 1^{er} janvier 1996. Sont exercées à titre non professionnel les activités qui ne comportent pas la participation personnelle, continue et directe de l'un des membres du foyer fiscal à l'accomplissement des actes nécessaires à ces activités ;

3- une fraction du résultat des activités mentionnées au 2 créées, étendues ou adjointes avant le 1^{er} janvier 1996, correspondant aux investissements réalisés à compter de cette date ;

Remarque : coexistence au sein d'une même entreprise d'une activité exercée à titre professionnel et d'une activité exercée à titre non professionnel mentionnée au 1 à 3 ci-dessus.

En cas d'activité professionnelle et non professionnelle exercées conjointement, une seule déclaration de résultat doit être déposée. Néanmoins, il convient d'effectuer une individualisation des résultats provenant des activités professionnelles et des activités non professionnelles pour permettre de connaître, en cas de résultat déficitaire au titre de l'activité non professionnelle, les modalités d'imputation de celui-ci. S'il s'agit de la quote-part de résultat d'une copropriété de cheval de course ou d'étalon ou si l'activité consiste en la location meublée non professionnelle ou est exercée dans le cadre d'une société de personnes, le résultat de l'activité exercée à titre non professionnel est déclaré ligne 7 du formulaire n° 2031-SD, tandis que le résultat de l'activité professionnelle figure ligne 4 de ce formulaire. Le détail des bénéfices industriels et commerciaux exercés à titre non professionnel est porté sur l'annexe n° 2031 Bis-SD.

Préciser, dans une note jointe au présent formulaire, les éléments retenus pour la détermination du résultat de l'activité non professionnelle lorsque ceux-ci ont été portés aux lignes WQ et XG du formulaire n° 2058-A-SD ou lignes 330 et 350 du formulaire n° 2033-B-SD. Une note distincte sera rédigée pour chaque activité non professionnelle.

Les membres de copropriétés de navire non professionnels doivent mentionner leur quote-part dans les résultats de la copropriété, diminuée de l'amortissement de leur part des frais financiers supportés pour cette acquisition ; un tableau d'amortissement, dont le modèle figure dans l'instruction du 16 janvier 1996 (BOI-FORM-000019), doit être joint au présent formulaire.

1^{er} EXEMPLAIRE DESTINÉ À L'ADMINISTRATION

| Formulaire obligatoire (article 302 septies A bis du Code général des impôts) | | Désignation de l'entreprise _____ | | Néant <input type="checkbox"/> * | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|------------------------------------|-----|-----|
| A – RÉSULTAT COMPTABLE | | Formulaire déposé au titre de l'IR | | 018 | | |
| | | | | Exercice N clos le | | |
| | | | | 1 | | |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Ventes de marchandises * | | | 209 | 210 | |
| | Production vendue | Biens | dont export et livraisons intracommunautaires | 215 | 214 | |
| | | | | 217 | 218 | |
| | Production stockée * | (Variation du stock en produits intermédiaires, produits finis et en cours de production) | | | 222 | |
| | Production immobilisée * | | | | 224 | |
| | Subventions d'exploitations reçues | | | | 226 | |
| | Autres produits | | | | 230 | |
| Total des produits d'exploitation hors TVA (D) | | | | | 232 | |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises * (y compris droits de douane) | | | | 234 | |
| | Variation de stocks (marchandises) * | | | | 236 | |
| | Achats de matières premières et autres approvisionnements * (y compris droits de douane) | | | | 238 | |
| | Variation de stock (matières premières et approvisionnements) * | | | | 240 | |
| | Autres charges externes * : | (dont crédit bail : - mobilier : - immobilier :) | | | 242 | |
| | Impôts, taxes et versements assimilés | (dont taxe professionnelle CFE et CVAE * 243 | | | 244 | |
| | Rémunérations du personnel * | | | | 250 | |
| | Charges sociales (cf. renvoi 380) | | | | 252 | |
| | Dotations aux amortissements * | | | | 254 | |
| | Dotations aux provisions | | | | 256 | |
| Autres charges | dont provisions fiscales pour implantations commerciales à l'étranger * | | 259 | 262 | | |
| | dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles | | 260 | | | |
| Total des charges d'exploitation (II) | | | | | 264 | |
| 1 – RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I – II) | | | | | 270 | |
| Produits financiers (III) | 280 | | Charges financières (V) | | 294 | |
| Produits exceptionnels (IV) | | | | | 290 | |
| Charges exceptionnelles (VI) | dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies) | | 347 | 300 | | |
| | dont amortissements exceptionnels de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D) | | 348 | | | |
| Impôt sur les bénéfices * (VII) | | | | | 306 | |
| 2 – BÉNÉFICES OU PERTES : Produits (I + III + IV) – Charges (II + V + VI + VII) | | | | | 310 | |
| B – RÉSULTAT FISCAL | | Reporter le bénéfice comptable col. 1, le déficit comptable col. 2 | | 312 | 314 | |
| Réintégrations | Rémunérations et avantages personnels non déductibles * | | | 316 | | |
| | Amortissements excédentaires (art. 39-4 CGI) et autres amortissements non déductibles | | | 318 | | |
| | Provisions non déductibles * | | | 322 | | |
| | Impôts et taxes non déductibles * (cf page 7 de la notice 2033-NOT-SD) | | | 324 | | |
| | Divers *, dont intérêts excédentaires des cptes-cts d'associés | 247 | écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM * | 248 | | 330 |
| | Fraction des loyers à réintégrer dans le cadre d'un crédit-bail immobilier et de levée d'option | (Part des loyers dispensée de réintégration (art. 239 sexies D) 249 | | | | 251 |
| | Charges afférentes à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime | | | | | 998 |
| | Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime | | | | | 999 |
| Produits afférents à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime | | | | | 997 | |
| Déductions | Entreprises nouvelles (44. sexies) | 986 | ZFU-TE (44. octies et octies A) | 987 | 342 | |
| | Reprise d'entreprises en difficulté (44. septies) | 981 | JEI (44. sexies A) | 989 | | |
| | ZRD (44. terdecies) | 127 | ZRR (44. quindecies) | 138 | | |
| | Bassins d'emploi à redynamiser (art. 44 duodecies) | 991 | Pôles de compétitivité hors CICE (art 44. undecies) | 990 | | |
| | Dont divers | ZFA (44. quaterdecies) | 345 | Investissements outre-mer | 344 | 350 |
| | | Créance due au report en arrière du déficit | | | 346 | |
| Déduction exceptionnelle (Art. 39 decies) | | | | 655 | | |
| RÉSULTAT FISCAL AVANT IMPUTATION DES DÉFICITS ANTÉRIEURS | | | | Bénéfices col. 1 Déficit col. 2 | 352 | |
| Déficits | Déficit de l'exercice reporté en arrière * | | | 356 | | |
| | Déficits antérieurs reportables * dont imputés sur le résultat : | | | | 360 | |
| RÉSULTAT FISCAL APRÈS IMPUTATION DES DÉFICITS | | | | Bénéfices col. 1 Déficit col. 2 | 370 | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2033-NOT-SD

Formulaire obligatoire (article 302 septies
A bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : _____

 Néant *

| I | IMMOBILISATIONS | Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice | | Augmentations | | Diminutions | | Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice | | Réévaluation légale * |
|-------------------------------|------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|--|---------------|--|-------------|--|---------------------------------------------------------|--|-----------------------|
| | | ACTIF IMMOBILISÉ | | | | | | | | |
| Immobilisations incorporelles | Fonds commercial | 400 | | 402 | | 404 | | 406 | | |
| | Autres | 410 | | 412 | | 414 | | 416 | | |
| Immobilisations corporelles | Terrains | 420 | | 422 | | 424 | | 426 | | |
| | Constructions | 430 | | 432 | | 434 | | 436 | | |
| | Installations techniques matériel et outillage industriels | 440 | | 442 | | 444 | | 446 | | |
| | Installations générales agencements divers | 450 | | 452 | | 454 | | 456 | | |
| | Matériel de transport | 460 | | 462 | | 464 | | 466 | | |
| | Autres immobilisations corporelles | 470 | | 472 | | 474 | | 476 | | |
| | Immobilisations financières | 480 | | 482 | | 484 | | 486 | | |
| | TOTAL | 490 | | 492 | | 494 | | 496 | | |

| II | AMORTISSEMENTS | Montant des amortissements au début de l'exercice | | Augmentations : dotations de l'exercice | | Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises | | Montant des amortissements à la fin de l'exercice | | |
|-----------------------------|------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|--|-----------------------------------------|--|-----------------------------------------------------------------------------------|--|---------------------------------------------------|--|--|
| | | IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES | | | | | | | | |
| | Immobilisations incorporelles | 500 | | 502 | | 504 | | 506 | | |
| Immobilisations corporelles | Terrains | 510 | | 512 | | 514 | | 516 | | |
| | Constructions | 520 | | 522 | | 524 | | 526 | | |
| | Installations techniques matériel et outillage industriels | 530 | | 532 | | 534 | | 536 | | |
| | Installations générales, agencements, aménagements divers | 540 | | 542 | | 544 | | 546 | | |
| | Matériel de transport | 550 | | 552 | | 554 | | 556 | | |
| | Autres immobilisations corporelles | 560 | | 562 | | 564 | | 566 | | |
| | TOTAL | 570 | | 572 | | 574 | | 576 | | |

| III | PLUS-VALUES, MOINS-VALUES | (19 %, 15 % et 0 % pour les entreprises à l'IS, 12,8 % pour les entreprises à l'IR) (si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle) | | | | | | | | | |
|-----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|---|---|---|---|---|---|---|----|
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
| | Nature des immobilisations cédées virées de poste à poste, mises hors service ou réintégrées dans le patrimoine privé y compris les produits de la propriété industrielle. | | | | | | | | | | |

| Immobilisations | Valeur d'actif * | Amortissements * | Valeur résiduelle | Prix de cession * | Plus ou moins-values | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|------------------|-------------------|-------------------|----------------------|------------|------------------|-------|
| | | | | | Court terme * | Long terme | | |
| | | | | | | 19 % ⑥ | 15 % ou 12,8 % ⑦ | 0 % ⑧ |
| ① | ② | ③ | ④ | ⑤ | ⑥ | ⑦ | ⑧ | |
| 1 | | | | | | | | |
| 2 | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | |
| 4 | | | | | | | | |
| 5 | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | |
| 7 | | | | | | | | |
| 8 | | | | | | | | |
| 9 | | | | | | | | |
| 10 | | | | | | | | |
| TOTAL | 578 | 580 | 582 | 584 | 586 | 581 | 587 | 589 |
| | Plus-values taxables à 19 % ⁽¹⁾ | | 579 | Régularisations | 590 | 583 | 594 | 595 |
| Résultat net de la concession et de la sous-concession de licences d'exploitation de droits de la propriété industrielle bénéficiant du régime des plus-values à long terme (CGI art. 39 terdecies) | | | | | | | 591 | |
| | TOTAL | | 596 | | 585 | | 597 | 599 |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2033-NOT-SD

(1) Ces plus-values sont imposables au taux de 19 % en application des articles 238 bis JA, 210F et 208C du CGI. Joindre un état établi selon le même modèle, indiquant les modalités de calcul de ces plus-values.

Désignation de l'entreprise : _____ Néant *

I RELEVÉ DES PROVISIONS - AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

| A NATURE DES PROVISIONS | | Montant au début de l'exercice | Augmentations : dotations de l'exercice | Diminutions reprises de l'exercice | Montant à la fin de l'exercice |
|------------------------------------|------------------------------------------|--------------------------------|-----------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------|
| Provisions réglementées | Amortissements dérogatoires | 600 | 602 | 604 | 606 |
| | Dont majorations exceptionnelles de 30 % | 601 | 603 | 605 | 607 |
| | Autres provisions réglementées * | 610 | 612 | 614 | 616 |
| Provisions pour risques et charges | | 620 | 622 | 624 | 626 |
| Provisions pour dépréciation | Sur immobilisations | 630 | 632 | 634 | 636 |
| | Sur stocks et en cours | 640 | 642 | 644 | 646 |
| | Sur clients et comptes rattachés | 650 | 652 | 654 | 656 |
| | Autres provisions pour dépréciation | 660 | 662 | 664 | 666 |
| TOTAL | | 680 | 682 | 684 | 686 |

B MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

| | Dotations | Reprises |
|-----------------------------------------|-----------|----------|
| Immob. incorporelles | 700 | 705 |
| Terrains | 710 | 715 |
| Constructions | 720 | 725 |
| Inst. techniques mat. et outillage | 730 | 735 |
| Inst. générales, agencements amén. div. | 740 | 745 |
| Matériel de transport | 750 | 755 |
| Autres immobilisations corporelles | 760 | 765 |
| TOTAL | 770 | 775 |

C VENTILATION DES DOTATIONS AUX PROVISIONS ET CHARGES À PAYER NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT (Si le cadre C est insuffisant, joindre un état du même modèle)

| | | |
|----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1 | Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes | |
| 2 | | |
| 3 | | |
| 4 | | |
| 5 | | |
| 6 | | |
| 7 | | |
| TOTAL à reporter ligne 322 du tableau n° 2033-B-SD | | 780 |

II DÉFICITS REPORTABLES

| | |
|------------------------------------------------------------------|-----|
| Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1) | 982 |
| Déficits imputés | 983 |
| Déficits reportables | 984 |
| Déficits de l'exercice | 860 |
| Total des déficits restant à reporter | 870 |

III DÉFICITS PROVENANT DE L'APPLICATION DU 209C

| | |
|-------------------------------------------------------------------------|-----|
| Résultat déficitaire relevant de l'article 209C du CGI | 995 |
| Déficits étrangers des PME antérieurement déduits (article 209C du CGI) | 996 |

IV DISTRIBUTIONS SOUMISES À L'ARTICLE 235 TER ZCA

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Montant total des sommes distribuées devant donner lieu au paiement de la contribution prévue à l'article 235 ter ZCA au titre de l'exercice | 129 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

V ENTREPRISES DE TRANSPORT INSCRITES AU REGISTRE DES TRANSPORTS (art. L3113-1 et L3211-1 du Code des Transports)

| |
|-----|
| 800 |
|-----|

VI DIVERS

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Primes et cotisations complémentaires facultatives | 381 |
| Cotisations personnelles obligatoires de l'exploitant * | 380 |
| N° du centre de gestion agréé | 388 |
| Montant de la TVA collectée | 374 |
| Montant de la TVA déductible sur biens et services (sauf immobilisations) | 378 |
| Montant des prélèvements personnels de l'exploitant | 399 |
| Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 bis du CGI pour l'entreprise donatrice | 398 |
| Montant de l'investissement qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217 octies du CGI | 397 |

(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne 870 du tableau 2033D déposé au titre de l'exercice précédent.

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT-SD.



N° 11483 * 19

CONTRIBUTION ECONOMIQUE TERRITORIALE: DETERMINATION DE LA VALEUR AJOUTEE ET EFFECTIFS

DGFIP N° 2033-E-SD 2018

Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts)

5

| | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|--|---------------------------|--|--------------------------------|--|----------------------------------|--|-----|--|---|--|---|--|
| Désignation de l'entreprise: | | | | | | | | | | Néant <input type="checkbox"/> * | | | | | | | |
| Exercice ouvert le: et clos le: | | | | | | Données en nombre de mois | | | | | | | | | | | |
| I- Chiffre d'affaires de référence CVAE | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises | | | | | | | | | | 108 | | | | | | | |
| Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilées | | | | | | | | | | 118 | | | | | | | |
| Plus-values de cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles si rattachées à une activité normale et courante | | | | | | | | | | 119 | | | | | | | |
| Refacturations de frais inscrites au compte de transfert de charges | | | | | | | | | | 105 | | | | | | | |
| TOTAL 1 | | | | | | | | | | 106 | | | | | | | |
| II- Autres produits à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres produits de gestion courante (hors quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun) | | | | | | | | | | 115 | | | | | | | |
| Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation | | | | | | | | | | 143 | | | | | | | |
| Subventions d'exploitation reçues | | | | | | | | | | 113 | | | | | | | |
| Variation positive des stocks | | | | | | | | | | 111 | | | | | | | |
| Transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée | | | | | | | | | | 116 | | | | | | | |
| Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation | | | | | | | | | | 153 | | | | | | | |
| TOTAL 2 | | | | | | | | | | 144 | | | | | | | |
| III- Charges à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée ⁽¹⁾ | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Achats | | | | | | | | | | 121 | | | | | | | |
| Variation négative des stocks | | | | | | | | | | 145 | | | | | | | |
| Services extérieurs, à l'exception des loyers et des redevances | | | | | | | | | | 125 | | | | | | | |
| Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois | | | | | | | | | | 146 | | | | | | | |
| Taxes déductibles de la valeur ajoutée | | | | | | | | | | 133 | | | | | | | |
| Autres charges de gestion courante (hors quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun) | | | | | | | | | | 148 | | | | | | | |
| Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée | | | | | | | | | | 128 | | | | | | | |
| Fraction déductible de la valeur ajoutée des dotations aux amortissements afférentes à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois | | | | | | | | | | 135 | | | | | | | |
| Moins-values de cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles si rattachées à une activité normale et courante | | | | | | | | | | 150 | | | | | | | |
| TOTAL 3 | | | | | | | | | | 152 | | | | | | | |
| IV- Valeur ajoutée produite | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Calcul de la valeur ajoutée | | | | | | | | | | (total 1 + total 2 - total 3) | | 137 | | | | | |
| V- Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur les formulaires n°s 1330-CVAE-SD pour les multi-établissements et sur les formulaires n°s 1329-AC et 1329-DEF). | | | | | | | | | | 117 | | | | | | | |
| Cadre réservé au mono-établissement au sens de la CVAE | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Si vous êtes assujettis à la CVAE et mono-établissement au sens de la CVAE (cf. la notice du formulaire n° 1330-CVAE-SD), veuillez compléter le cadre ci-dessous et la case 117, vous serez alors dispensés du dépôt du formulaire n° 1330-CVAE-SD | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mono établissement au sens de la CVAE, cocher la case | | | | | | | | | | 020 | | | | | | | |
| Chiffre d'affaires de référence CVAE (report de la ligne 106) | | | | | | 022 | | Effectifs au sens de la CVAE * | | | | 023 | | | | | |
| Période de référence | | | | | | 024 | | / | | / | | 160 | | / | | / | |
| Date de cessation | | | | | | | | / | | / | | | | | | | |
| VI – Cotisation foncière des entreprises : qualification des effectifs | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Effectif moyen du personnel * : | | | | | | | | | | 376 | | | | | | | |
| dont apprentis | | | | | | | | | | 657 | | | | | | | |
| dont handicapés | | | | | | | | | | 651 | | | | | | | |
| Effectifs affectés à l'activité artisanale | | | | | | | | | | 861 | | | | | | | |
| (1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes 121 à 148 des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne 143, portées en ligne 128. | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| * Des explications concernant ces cases sont données dans la notice n° 1330-CVAE-SD § Répartition des salariés et dans la notice n° 2033-NOT-SD § Cotisation foncière des entreprises : qualification des effectifs. | | | | | | | | | | | | | | | | | |

N° de dépôt

**(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait
 détenant directement au moins 10 % du capital de la société)**


(1)

Néant

 *

 Exercice clos le

 SIREN

 Dénomination de l'entreprise

 Adresse (voie)

 Code postal Ville

| | | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----|--|----------------------------------------------------|-----|--|
| NOMBRE TOTAL D'ASSOCIÉS OU ACTIONNAIRES PERSONNES MORALES DE L'ENTREPRISE | 901 | | NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D'ACTIONS CORRESPONDANTES | 902 | |
| NOMBRE TOTAL D'ASSOCIÉS OU ACTIONNAIRES PERSONNES PHYSIQUES DE L'ENTREPRISE | 903 | | NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D'ACTIONS CORRESPONDANTES | 904 | |

I - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique Dénomination
 N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions
 Adresse : N° Voie
 Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
 N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions
 Adresse : N° Voie
 Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
 N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions
 Adresse : N° Voie
 Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
 N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions
 Adresse : N° Voie
 Code Postal Commune Pays

II - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2) Nom patronymique Prénom(s)
 Nom marital % de détention Nb de parts ou actions
 Naissance : Date N° Département Commune Pays
 Adresse : N° Voie
 Code Postal Commune Pays

Titre (2) Nom patronymique Prénom(s)
 Nom marital % de détention Nb de parts ou actions
 Naissance : Date N° Département Commune Pays
 Adresse : N° Voie
 Code Postal Commune Pays

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M. pour Monsieur, MME pour Madame.

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT-SD.

Formulaire obligatoire
(article 38 de l'annexe III au C.G.I.)

N° de dépôt

**(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait
dont la société détient directement au moins 10 % du capital)**

(1)

Néant *Exercice clos le

SIREN

Dénomination de l'entreprise

Adresse (voie)

Code postal

Ville

I - NOMBRE TOTAL DE FILIALES DÉTENUES PAR L'ENTREPRISE :

905

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

(1) Lorsque le nombre de filiales excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice 2033-NOT-SD.